



**RÉGION  
AUVERGNE- RHÔNE-  
ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N° 84-2024-062

PUBLIÉ LE 6 MARS 2024

# Sommaire

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins pilotage**

84-2024-02-29-00010 - Arrêté portant retrait provisoire d'agrément relatif à la société ARES AMBULANCES à 69800 SAINT PRIEST (3 pages)

Page 3

## **84\_ARS\_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes / Direction de l'offre de soins régulation**

84-2024-02-29-00011 - Arrêté N° 2024-17-0075 portant autorisation à l'association IML Imagerie 74, à être membre du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » (2 pages)

Page 6

84-2024-02-29-00012 - Arrêté N° 2024-17-0076 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » (3 pages)

Page 8

## **84\_DREETS\_Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes /**

84-2024-03-06-00001 - Arrêté 2024-011 fixant au titre de l'année 2024 la date limite de dépôt des dossiers de demande et de renouvellement d'habilitation au niveau régional des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en oeuvre de l'aide alimentaire (2 pages)

Page 11

**Arrêté n° 2024-10-0013**

**Portant retrait temporaire de l'agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres de la société ARES AMBULANCES**

**La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

**Vu** le code de la santé publique et notamment les articles L. 6312-1 à L. 6313-1 et R. 6312-1 à R. 6314-6 ;

**Vu** le décret du 19 avril 2023 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS) ;

**Vu** l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

**Vu** l'arrêté n° 2020-10-0232 du 03 septembre 2020 portant agrément pour effectuer des transports sanitaires terrestres délivré à la société ARES AMBULANCES, modifié ;

**Vu** le signalement adressé à l'ARS le 02 novembre 2023, relatif à la publication en ligne de deux vidéos faisant apparaître l'ambulance immatriculée FR-419-LE, régulièrement autorisée au sein de l'agrément de la société ARES AMBULANCES, à bord de laquelle se trouve trois femmes, et dont le contenu laisse supposer qu'il ne s'agit pas d'un transport sanitaire ;

**Vu** le courrier de l'ARS en date du 09 novembre 2023, adressé à Monsieur Jordan LAROA et Monsieur Christophe MILLAN, représentants de la société ARES AMBULANCES, les invitant à faire part de leurs observations sur les faits reprochés ;

**Vu** le courrier parvenu le 20 novembre 2023 à l'ARS, par lequel Monsieur Jordan LAROA, cogérant, a présenté ses observations sur les faits reprochés à la société ARES AMBULANCES ;

**Vu** les observations orales présentées par Monsieur Jordan LAROA, lors de la réunion du sous-comité des transports sanitaires du 5 décembre 2023 ;

**Vu** l'avis du sous-comité des transports sanitaires du Rhône en date du 5 décembre 2023 ;

**Considérant** que l'article R. 6312-11 du code de la santé publique dispose :

*« L'agrément est délivré pour l'accomplissement des transports sanitaires des malades, blessés ou parturientes effectués :*

*1° Dans tous les cas, au titre de l'aide médicale urgente ;*

*2° Au surplus, le cas échéant, aux transports effectués sur prescription médicale. »*

**Considérant** le signalement adressé à l'ARS le 02 novembre 2023, relatif à la publication en ligne de deux vidéos faisant apparaître l'ambulance immatriculée FR-419-LE, régulièrement autorisée au sein de l'agrément de la société ARES AMBULANCES, à bord de laquelle se trouve trois femmes, et dont le contenu laisse supposer qu'il ne s'agit pas d'un transport sanitaire ;

**Considérant** que Monsieur Jordan LAROA et Monsieur Christophe MILLAN ont été invités par l'ARS à présenter des observations orales et écrites en défense ;

**Considérant** que Monsieur Jordan LAROA a reconnu les faits reprochés à la société ARES AMBULANCES, à savoir l'utilisation du véhicule sanitaire immatriculé FR-419-LE à des fins personnelles ;

**Considérant** que par ces faits, la société ARES AMBULANCES a méconnu les dispositions de l'article R. 6312-11 du code de la santé publique ;

**Considérant** ainsi que le manquement reproché à la société ARES AMBULANCES, est avéré ;

**Considérant** que l'article R. 6312-5 du code de la santé publique stipule qu'en cas de manquement aux obligations prévues aux articles R. 6312-1 à R. 6312-28-1 du même code (section 1 : agrément des transports sanitaires), le directeur général de l'ARS peut retirer temporairement ou sans limitation de durée l'agrément à son bénéficiaire ;

**Considérant** que pour déterminer un juste niveau de sanction, il convient de la proportionner aux manquements avérés et au comportement général de son auteur ;

**Considérant** que Monsieur Jordan LAROA a reconnu les faits reprochés ;

**Considérant** que, suite au constat de plusieurs manquements, la société a déjà fait l'objet d'une convocation devant le sous-comité des transports sanitaires du 21 janvier 2022, ayant conduit à prononcer un rappel à la loi ;

**Considérant** qu'il convient ainsi de prononcer un retrait d'agrément d'une durée de deux jours à l'encontre de la société ARES AMBULANCES,

### **- ARRÊTE -**

**ARTICLE 1** : L'agrément n° 69-392 délivré à la société ARES AMBULANCES sise 25 rue du Lyonnais à 69800 SAINT PRIEST et gérée par Monsieur Jordan LAROA et Monsieur Christophe MILLAN est retiré pour **une durée de deux jours, du :**

**lundi 13 mai 2024 à 06h00 au mercredi 15 mai 2024 à 06h00**

**ARTICLE 2** : Durant cette période, aucun transport sanitaire ne pourra être réalisé par les véhicules affectés à l'entreprise de transports sanitaires ARES AMBULANCE.

**ARTICLE 3** : Une copie du présent arrêté sera adressée à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Rhône.

**ARTICLE 4** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lyon, sis 184 rue Duguesclin 69 433 LYON CEDEX 03, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le titulaire et de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Le dépôt d'un recours n'est pas suspensif de la sanction.

**ARTICLE 5** : La directrice générale de l'ARS et le directeur de la délégation départementale du Rhône et de la Métropole de Lyon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Rhône.

Lyon, le 29 février 2024

La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes  
Cécile COURREGES

**Arrêté N° 2024-17-0075**

Portant autorisation à l'association IML Imagerie 74, à être membre du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman »

**La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2010-862 du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret du Président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté de la ministre des solidarités et de la santé du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu la décision n°2024-23-0006 du 1<sup>er</sup> février 2024 de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes portant délégation de signature ;

Vu la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » signée et transmise le 21 février 2024 ;

Considérant que l'association IML Imagerie 74 a pour objet de promouvoir l'imagerie médicale sur le territoire de la Haute-Savoie et de contribuer à faciliter et à renforcer une offre d'imagerie de proximité sur ce territoire, notamment par la constitution de nouveaux partenariats adaptés aux besoins de la population, et qu'à cette fin, l'association entend susciter ou s'associer à toute initiative répondant à cet objectif ;

Considérant que des personnes physiques ou morales exerçant une profession libérale de santé autre que médicale et d'autres organismes concourant à l'activité du groupement peuvent être membres d'un groupement de coopération sanitaire sur autorisation du directeur général de l'agence régionale de santé, conformément à l'articles L. 6133-2 du code de la santé publique ;

**ARRETE**

### **Article 1**

L'association IML Imagerie 74 est autorisée à être membre du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » en ce qu'elle contribue à l'activité de ce groupement.

### **Article 2**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé et de la publication à l'égard des tiers. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3**

La directrice de l'offre de soins de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon le 29 février 2024

La Directrice générale de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Signé : Cécile COURREGES

*NB : L'ensemble des documents du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » est consultable à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.*

**Arrêté N° 2024-17-0076**

Portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman »

**La directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes**

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants ;

Vu l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2010-862 du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret n°2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire ;

Vu le décret du Président de la République du 19 avril 2023 portant nomination de madame Cécile COURREGES en qualité de directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté de la ministre des solidarités et de la santé du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

Vu la décision 2024-23-0006 du 1<sup>er</sup> février 2024 de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes portant délégation de signature ;

Vu la demande d'approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » réceptionnée le 21 février 2024 ;

Vu l'arrêté n°2024-17-0075 de la directrice générale de l'agence régionale de santé Auvergne Rhône-Alpes portant autorisation à l'association IML Imagerie 74, à être membre du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » ;

Considérant que la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » respecte les dispositions des articles L.6133-1 et suivants et R.6133-1 et suivants du code de la santé publique ;

**ARRETE**

**Article 1**

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » conclue le 21 février 2024 est approuvée.



## **Article 2**

Le groupement de coopération sanitaire de moyens est une personne morale de droit privé. Il est constitué avec un capital de 1000 euros réparti comme suit :

- Centre hospitalier Alpes-Léman : 500 €
- Société d'exercice libéral à responsabilité limitée Imagerie Médicale du Léman : 490 €
- Association IML Imagerie 74 : 10 €

## **Article 3**

Le groupement de coopération sanitaire a vocation à agir pour le compte exclusif de ses membres.

## **Article 4**

Le groupement de coopération sanitaire a pour objet de favoriser le maintien, d'améliorer et de développer l'activité d'imagerie hospitalière exercée sur le site de Contamine sur Avre, en vue de garantir une offre de santé de proximité, de qualité et adaptée aux besoins de la population du territoire Alpes Léman.

A cet effet, le groupement :

- définit, porte et assure le suivi du projet d'imagerie médicale commun à ses membres,
- permet les interventions communes et croisées de professionnels médicaux libéraux, et notamment des praticiens associés, collaborateurs et remplaçants de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée Imagerie Médicale du Léman auprès des usagers du centre hospitalier Alpes-Léman,
- permet la mise à disposition fonctionnelle de personnels non-médicaux,
- permet et organise les modalités d'accès des praticiens radiologues associés et collaborateurs de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée Imagerie Médicale du Léman aux vacations d'équipements lourds exploitées par le centre hospitalier Alpes-Léman au sein du groupement de coopération sanitaire « GCS IRM des Etablissements du Genevois et du Faucigny », au bénéfice de sa patientèle privée.

## **Article 5**

Les membres du groupement de coopération sanitaire sont :

- le centre hospitalier Alpes-Léman, dont le siège est situé au 448 route de Findrol 74130 Contamine-sur-Avre ;
- la société d'exercice libéral à responsabilité limitée Imagerie Médicale du Léman, dont le siège social est situé au 17 avenue Pierre Mendès France 74100 Annemasse ;
- l'association IML Imagerie 74, dont le siège est situé au 377 route de Cortenaz 74380 Lossy Cranves-Sales.

## **Article 6**

Le siège social du groupement de coopération sanitaire est situé au centre hospitalier Alpes-Léman 448 route de Findrol 74130 Contamine-sur-Avre.

## **Article 7**

La convention constitutive du groupement de coopération sanitaire est conclue pour une durée indéterminée.

### **Article 8**

Le groupement de coopération sanitaire devra transmettre chaque année, au plus tard le 30 juin de l'année N+1, à l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes, un rapport approuvé par l'assemblée générale du groupement de coopération sanitaire, retraçant l'activité du groupement, au titre de l'année précédente.

### **Article 9**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification à l'intéressé et de la publication à l'égard des tiers. Le tribunal administratif (ou la juridiction administrative compétente) peut être également saisi(e) par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 10**

La directrice de l'offre de soins de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon le 29 février 2024

La Directrice générale de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

Signé : Cécile COURREGES

*NB : L'ensemble des documents du groupement de coopération sanitaire « Libéral Imagerie Alpes-Léman » est consultable à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes.*



**PRÉFÈTE  
DE LA RÉGION  
AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi  
du travail et des solidarités**

Lyon, le 04 mars 2024

Arrêté n° 2024-011

**Arrêté fixant au titre de l'année 2024 la date limite de dépôt des dossiers de demande et de renouvellement d'habilitation au niveau régional des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire**

La préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
Préfète du Rhône,  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L 266-1 et L 266-2, R 266-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 28 août 2019 relatif à la composition du dossier de demande d'habilitation à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire et aux modalités de désignation des membres et de déclaration des sites rattachés aux personnes morales habilitées ;

Vu le décret en conseil de ministres du 11 janvier 2023 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, préfète du Rhône ;

Vu le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté interministériel du 25 mars 2021 portant nomination d'Isabelle NOTTER sur l'emploi de directrice régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-44 du 30 janvier 2023 donnant délégation de signature à Madame Isabelle NOTTER, Directrice régionale ;

## **ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dossiers de demande d'habilitation régionale des personnes morales de droit privé pour recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire doivent être déposés sur l'interface Démarches Simplifiées.

[https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide\\_alimentaire](https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/aide_alimentaire)

Le lien de candidature est disponible sur le site internet de la DREETS :

<https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/>

La date des dépôts de dossier est fixée pour les premières demandes comme pour les demandes de renouvellement à partir du 1<sup>er</sup> septembre et jusqu'au 31 octobre 2024

**Article 2** : L'arrêté préfectoral fixant la liste des associations habilitées sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes, et notifié à chaque association habilitée.

Signé

Pour la Préfète et par délégation  
La Directrice régionale de l'économie  
De l'emploi du travail et des solidarités  
Auvergne Rhône-Alpes

Isabelle NOTTER